

**GAUCHE** Les socialistes se réunissent en congrès à Grenoble, du vendredi 24 au dimanche 26 novembre, trois ans après le congrès de Brest, qui avait célébré leur victoire aux

élections. ● LA MAJORITÉ jospino-rocardo-fabiusienne menée par François Hollande est confortable, mais le premier secrétaire, seul candidat à sa propre succession, n'en est pas

moins critiqué, dans les minorités, mais aussi parmi ses alliés, pour le vieillissement du parti et la pauvreté du débat dans ses rangs. ● LA DIRECTION du parti devrait être féminisée,

Martine Aubry étant chargée de la préparation du projet pour les élections de 2002. ● LES DEUX COURANTS minoritaires, qui totalisent près de 27 % des mandats à eux

deux, ne sont pas parvenus à s'entendre pour fusionner et se préparent à faire, au congrès, la « synthèse » avec la motion majoritaire de M. Hollande (*lire page 9*).

## François Hollande doit répondre aux critiques sur « l'atonie » du PS

Quatre mille personnes participent ou assistent, à Grenoble, au congrès du Parti socialiste, qui s'achèvera par un discours de Lionel Jospin. Assuré de sa réélection, le premier secrétaire s'entend néanmoins reprocher le vieillissement d'un parti en peine de propositions et de débats

**A PREMIÈRE VUE**, François Hollande n'aborde pas le congrès du Parti socialiste, qui s'ouvre vendredi 24 novembre à Grenoble, au mieux de sa forme. A partir de résultats qui doivent encore être validés vendredi, sa motion, signée par Lionel Jospin et rassemblant jospinistes, rocardiens et fabusiens, est, avec 73,02 %, en recul de près de 11 points par rapport au congrès de Brest, en 1997. A cette perte de 10 025 voix, s'ajoute la poussée des minoritaires - 26,98 % pour Henri Emmanuelli et la Gauche socialiste - qui, bien que divisés, dépassent le record détenu jusqu'alors par le Ceres en 1975 (25 %). A bien des égards, le premier secrétaire du PS, qui n'aura aucun candidat contre lui pour sa réélection au suffrage direct par les militants, le 30 novembre, relativise sa modeste performance.

L'histoire d'abord peut conforter la satisfaction qu'il affiche. En 1973, quand le PS se réunissait déjà en congrès à Grenoble, François Mitterrand n'avait recueilli sur sa motion « que » 65,35 %, mais il était confronté à une triple opposition. Trois ans après Brest qui, cinq mois après la nomination de M. Jospin à Matignon, avait tourné à l'exercice d'autosatisfaction, M. Hollande limite les dégâts. Comme le premier ministre, il subit l'épreuve du pouvoir et les déceptions des militants, séduits par un discours plus à gauche que

la politique menée. S'ajoutent à cela des rancœurs locales dans des fédérations qui ont mal réagi aux arbitrages électoraux ou aux mises à l'écart consécutives aux « affaires ». Par fonction en première ligne, le premier secrétaire en paye aujourd'hui la facture.

Le député de Corrèze peut aussi mettre en avant son bilan. Il a excellé dans le rôle de porte-parole du gouvernement, grâce à une relation très privilégiée avec M. Jospin, qui n'a pas été amoindrie par l'entrée de Laurent Fabius au gouvernement. Il a préservé le fragile équilibre de la gauche plurielle, le sommet de la majorité, le 7 novembre, étant apparu comme un succès après une période où les cinq composantes affichaient leurs divisions.

### GARANT DE LA PAIX INTERNE

Enfin, M. Hollande est resté le garant de la pacification interne engagée par M. Jospin en 1995. Certes, Grenoble offrira, à bien des égards, des galops d'essai à des ministres ou ex-ministres, prompts à se plaindre de « l'absence de débats » au PS et que M. Jospin a encouragés à endosser des habits de premiers ministrables pour 2002. Martine Aubry, Elisabeth Guigou et M. Fabius ne boudront pas les effets de tribune. Eloigné d'un PS qui l'a rudement traité au lendemain de l'affaire de la cassette Méry, Dominique Strauss-Kahn avait déjà manqué le baptême, le 25 octobre, du pôle

jospino-rocardien, qu'il avait pourtant suscité ; il devrait être absent aussi au congrès.

Dix ans après celui de Rennes, les fabusiens, les jospinistes et les rocardiens font partie de la même majorité. M. Hollande se déclare ouvert, en outre, à une synthèse avec les minorités. Cependant, à la guerre des courants, d'il y a dix ans,

sacrant une alliance entre Pierre Moscovici et Alain Richard, déjà en compétition pour le leadership intellectuel avec M<sup>me</sup> Aubry et ses amis des clubs Réformer. Derrière l'unité de façade, ces tensions ont eu un effet dissuasif sur la mobilisation des militants.

La difficulté de M. Hollande, pour lequel le seul objet du con-

### Le précédent de 1973

Deux ans après la réunification de la famille socialiste, à Epinay en 1971, un an après la signature du programme commun de gouvernement avec le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche, le Parti socialiste avait réuni son congrès, du 22 au 24 juin 1973, à Grenoble, dont le maire était Hubert Dubedout.

Premier secrétaire, François Mitterrand avait réuni 65,35 % des voix sur sa motion, le Ceres en recueillant 21 %. Robert Fabre, pour le MRG, et Roland Leroy, pour le PCF, s'étaient exprimés devant les congressistes. Mitterrand avait alors déclaré : « Nous devons faire du Parti socialiste le premier parti de France. » La motion de synthèse, présentée par Claude Estier, avait obtenu 92 % des suffrages, et le député de la Nièvre avait été reconduit, à l'unanimité moins sept abstentions, comme premier secrétaire. Un nouveau venu, Lionel Jospin, trente-cinq ans, avait fait son entrée au comité directeur, élu sur la motion Mitterrand, et avait été nommé secrétaire national à la formation.

s'est substituée une querelle des écuries ministérielles. La volonté du premier secrétaire de préserver ses relations avec M. Fabius et d'adopter une posture de rassembleur l'a conduit à canaliser plus qu'à piloter sa majorité jospiniste. Travaillée par les diverses ambitions ministérielles, elle a vu apparaître en son sein un pôle jospino-rocardien, con-

grès de Grenoble est de lancer la préparation du projet des socialistes pour les élections législatives de 2002, est de s'appuyer sur un parti qui montre davantage d'atonie que de vitalité. En l'absence de tout enjeu de pouvoir, la participation au vote des motions n'a été que de 66,25 %, soit 5,8 points de moins qu'à Brest. Du coup, M. Hol-

lande, avec 56 362 voix, n'a rassemblé sur son texte que 47,5 % des 118 660 inscrits, contre 59,3 % en 1997. Cette faible mobilisation est à l'image des trois conventions, sur les cinq annoncées, lancées par le premier secrétaire : la participation n'avait été que de 46,4 % sur l'entreprise en 1998, de 46,12 % en 1999 sur l'Europe et de 35,5 % sur les territoires en 2000. « Je vois bien, confie le député, les sexagénaires très présents dans les sections, les quinquagénaires parmi les élus, les vingt à vingt-cinq ans chez les Jeunes socialistes, mais les vingt-cinq à trente-cinq ans sont absents, alors que c'est la tranche d'âge qui vote le plus pour nous. » Ce trou générationnel obère la capacité du PS, dans lequel retraités et fonctionnaires sont surreprésentés, à se mobiliser et à débattre.

### EN PANNE D'IDÉOLOGIE

Pour ne pas être qu'un relais, rôle qu'il assume autant que celui de bretteur en chef contre Jacques Chirac, M. Hollande avait invité le PS, à Brest, à une « rénovation » de son fonctionnement et de son idéologie. « Rien ne serait pire, avait-il affirmé, que de rester spectateurs, laisser le gouvernement jouer seul la partie qui est la sienne, applaudissant quand cela va bien, grimaçant quand cela va moins bien et silencieux dans les autres cas de figure. » Sur le plan fonctionnel, M. Hollande, qui a assis son autorité à travers les campagnes des régionales de

1998 et des européennes de 1999, a commencé à mettre un peu d'ordre dans des fédérations, comme celle des Bouches-du-Rhône, mais le PS reste une machine à fabriquer et à désigner des élus. Sur le plan idéologique, le navire est resté en rade. Au sujet de l'entreprise, le PS a esquivé le débat sur les privatisations, prônant une loi-cadre sur les contours du secteur public, qui n'a jamais vu le jour. Il en est de même de ses propositions de lutte contre l'emploi précaire.

La volonté de M. Hollande de privilégier des « propositions acceptables par le gouvernement » a limité sa fonction de boîte à idées. Sur la fiscalité, les minimas sociaux, le premier secrétaire a influencé, à plusieurs reprises, les choix de M. Jospin ; mais l'imagination et l'anticipation ont été bridées par sa fonction de relais - « Un spectre hante le PS, le porte-parolat », note la contribution de Frédéric Léveillé, secrétaire fédéral de l'Orne - au point de laisser, en 1999, le premier ministre théoriser sur le plein emploi ou « la nouvelle alliance » entre classes moyennes, classes populaires et exclus.

Pour préparer 2002, le premier secrétaire veut impliquer les militants à travers des questionnaires et des réunions thématiques du conseil national. Disposera-t-il d'un outil suffisamment réactif et mobilisé pour y parvenir ?

# Lionel Jospin ex-trotskyiste ! « Très certainement », selon Alex Métayer

**SAMEDI** 18 novembre, Alex Métayer est invité, avec Jean-Claude Gayssot, Charles Berling et beaucoup d'autres stars, de l'émission de Thierry Ardisson « Tout le monde en parle », sur France 2. L'humoriste joue au théâtre du Palais-Royal et il vient, comme d'habitude, parler de son spectacle après les douze coups de minuit. « Bonsoir Alex Métayer. On a parlé beaucoup politique ce soir. C'est trotskiste, vous ? », lance Thierry Ardisson, qui vient de rappeler au ministre des transports de douloureux souvenirs de l'époque marchaisienne et qui, en politique, affectionne les marginaux.

Alex Métayer, d'après Christophe Bourseiller (*Cet étrange monsieur Blondel*, éditions Bartillat, 1997), demeure, aujourd'hui, « un indéfectible soutien de Pierre Lambert », patron du Parti des travailleurs (PT). Désarçonné pendant quelques secondes, l'humoriste, toujours abonné à *Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du PT, sourit presque aussitôt : « Si je dis trotskiste, les téléspectateurs vont penser à une maladie de la peau. » « Ah bon, vous pensez que les gens ne savent plus ce que c'est ? », s'amuse Ardisson. Métayer s'endhardt : « Allez, je tiens un scoop. Vous savez que le... euh, Jospin a été accusé, dit-on, d'avoir fait partie de... »

Ardisson l'interrompt, il connaît l'histoire : l'OCI, ancêtre du PT. Lionel Jospin jure qu'on le confond avec son frère, qui était membre de ce parti. « Le scoop, reprend Métayer, c'est qu'il faisait partie de ma cellule. »

Ardisson est stupéfait, mais ravi. « C'est vrai, ça ? C'est vrai ou c'est pas vrai ? » Métayer sourit : « Je revois ce blondinet, avec les cheveux comme ça [il dessine avec ses mains des boucles autour de sa tête]. » Ardisson l'interrompt : « C'est énorme ce que vous nous donnez-là ! » « Je me souviens que sur les barricades, en mai 1968, il avait seulement un problème, quand on disait va là-bas à gauche, il allait à droite », renchérit Métayer dans un bon mot invraisemblable puisque M. Jospin, alors haut fonctionnaire de trente ans au Quai d'Orsay, s'est assez morfondu de ne pas avoir pu participer aux manifestations d'étudiants.

**« C'ÉTAIT LUI, OU C'ÉTAIT SON FRÈRE ? »**

L'auditoire sourit poliment. Ardisson, lui, ne veut pas en rester à cette pirouette. « Donc, poursuit Alex Métayer, j'ai connu un Jospin. J'ai réellement connu un Jospin. » « Mais c'était lui, ou c'était son frère ? », demande l'animateur. « Alors

là, voilà. J'en suis au même point que vous. J'ai jamais su », répond l'humoriste.

Quelques jours après l'émission, Alex Métayer continue à s'amuser. Il s'étonne « de tous les coups de téléphone » qu'il a reçus après cet *outing*, se livre à un drôle de *mea culpa* un peu gêné. « Chez Ardisson, c'était une blague. Je n'ai pas connu Jospin, pas plus que son frère. » Mais, sourit-il, « je voulais dédramatiser, montrer que des gens très normaux peuvent être passés par cette organisation. »

Alex Métayer fustige la politique du gouvernement – « des cachets d'aspirine pour une humanité qui a le cancer » –, dénonce la participation des communistes à l'équipe de M. Jospin, raconte volontiers sa vie de cellule qui réunissait des gens de spectacle, au 87, rue du Faubourg-Saint-Denis. Puis, comme pour brouiller à nouveau les pistes, il explique : « Sur le plateau, je ne voulais pas faire une déclaration mensongère. Jospin a très certainement été dans l'organisation. Au fond de moi, je sais qu'il a tout le profil pour y avoir été, et ce qui me gêne, chez lui, c'est cette idée de honte. J'ai voulu dire : n'ayez jamais honte de vos engagements de jeunesse. »

Ariane Chemin

## Le premier secrétaire a soigné la mise en scène

C'EST son premier congrès à lui. Il y a donc mis sa marque. Dans le béton tendu de drap d'Alpes-Expo, dessiné en 1968 pour les Jeux olympiques et qui accueille le congrès du PS, à la périphérie de Grenoble, ou sur les télé et sur Internet, qui le diffusera *live*. Entre un souci de désacralisation emprunté au Parti communiste et quelques variations importées des conférences du pays de Tony Blair,

François Hollande a soigné la mise en scène. Gardien d'une majorité stable, il s'est fait aussi architecte d'intérieur, car, en ces temps d'idées maigres, c'est (aussi) dans les murs que l'on pense.

M. Hollande a trouvé des idées à Martigues, en mars, au trentième congrès du PCF. Place du Colonel-Fabien, on a toujours prêté beaucoup de sens aux formes. Depuis qu'on a abandonné les dogmes, en 1995, les délégués ne regardent plus leur secrétaire national, comme un seul homme, au bas d'une estrade, mais forment avec lui un carré. Jean-Marie Butzbach, PDG de l'agence Communimage, qui « habille » les congrès du PS depuis 1979, était avec M. Hollande au congrès de Martigues. « J'ai trouvé que le resserrement du dispositif était bien vu, confesse le premier secrétaire du PS. C'est plus intime, on évite le hall, comme à Brest, où les militants étaient très loin de la tribune. » Et se dissipaient volontiers.

A Grenoble, le carré est seulement devenu coquille Saint-Jacques : chacun se regarde, les journalistes seront au milieu, dans la fosse, « avec les Jeunes Socialistes », mais le PS a gardé une estrade. Tandis que les communistes « mutants » avaient poussé la dés-

tructionnisme jusqu'à parler chacun de sa chaise fédérale, quatre pupitres fixes subsisteront à Grenoble. « Laurent Fabius ou Michel Rocard » parleront à l'un des trois micros réservés aux fédérations, explique, au hasard, M. Butzbach ; le quatrième pupitre, surélevé, sera strictement réservé, le 26 novembre, au premier ministre et au premier secrétaire. « Nous innovons, nous ne faisons pas la révolution », plaisantent MM. Hollande et Butzbach. Et parce qu'un peu d'ordre ne nuit pas, M. Hollande a fait comprendre aux ministres qu'il serait de bon ton qu'ils acceptent son invitation à dîner avec les délégués étrangers, vendredi, et avec la commission des résolutions, samedi, pendant que les quatre mille participants s'égailleront dans la ville, « plutôt que des dîners qui ne servent à rien ».

**COMME CHEZ LES TRAVAILLISTES**

Grenoble ayant la fibre verte, le congrès de M. Hollande se devait de prendre des airs école-citoyens. On arrivera à Grenoble en TGV ; on sera invité à emprunter le tramway et à pratiquer le covoiturage en minibus. Tout a été fait – sans trop d'illusions – pour éviter le bal des berlines de l'époque mitterran-

dienne. Et si le budget a explosé – plus de dix millions de francs –, il se veut transparent : Alain Claeys fera un point de presse pour détailler le coût de la fête et son financement.

Toujours pour l'image, enfin, le congrès a été éclaté. Comme chez les travaillistes anglais, où les *think tanks* tiennent meeting en même temps que les politiques, la Fondation Jean-Jaurès organise, jeudi, un séminaire international, tandis que trois « forums » occuperont ensemble le samedi matin, façon *fringe meetings* du Labour Party. Côté *off*, trois manifestations sont aussi prévues samedi après-midi : à 14 heures, les intermittents du spectacle ; à 15 heures, les retraités, derrière toutes les organisations syndicales.

A 16 heures, Bernard Thibault, *guest star* du congrès, rejoindra les militants CGT de l'Isère pour réclamer un coup de pouce plus substantiel aux salaires des fonctionnaires. M. Hollande a tout prévu : à l'intérieur, une salle, destinée à recevoir les manifestants, pourra accueillir le secrétaire général de la CGT, cette fois en tant que contestataire.

Ar. Ch.

## Ultimes tractations pour composer la nouvelle direction

C'EST L'ENJEU le moins visible mais non le moins important du congrès de Grenoble : la composition des instances de direction du Parti socialiste. Les votes des motions déterminent la place de chaque sensibilité au sein du conseil national (204 membres) et du bureau national (55 membres). L'équipe qui entourera François Hollande après sa réélection, le 30 novembre – le secrétariat national –, est en revanche composée par le premier secrétaire. Il la présentera, en vue de sa ratification, au conseil national du 2 décembre. Les rapports de forces vont donc attribuer à la motion 1, celle de M. Hollande, 149 sièges au conseil national et 41 au bureau national. Quasiment à égalité, Henri Emmanuelli et la Gauche socialiste devraient avoir respectivement 28 et 27 élus au conseil national et sept chacun au bureau national.

**RENOUVELER ET FÉMINISER**

Une fois connu le nombre de places au conseil national, reste à savoir qui les occupera. Le principal casse-tête, pour M. Hollande, est de le renouveler, le féminiser, en faisant passer le nombre de femmes de 27 % à un bon tiers, et de tenir compte des équilibres de sa majorité. En 1997, il avait fait entrer soixante et onze nouveaux membres. Mais avec le recul de son score, sa majorité aura vingt-trois élus de moins. Pour concilier les sorties forcées et les entrées voulues, il va réduire le nombre de parlementaires – membres de droit –, qui étaient environ quatre-vingts.

Le premier problème est celui de la place de Laurent Fabius qui estime que son quota de places doit être indexé sur son score au congrès de Rennes en 1990 (28,84 %). En 1997, à Brest, il avait été légèrement réduit : avec 47 sièges, il détenait 23 % du conseil national et 27,3 % de la motion majoritaire. Cette année, pour l'intéresser aux résultats, M. Hollande lui avait indiqué qu'il garderait 27 % du score de la motion majoritaire. De fait, de l'Aude à la Seine-Maritime, les fédérations fabusiennes ont voté largement pour la motion Hollande. A l'arrivée, le ministre de l'économie devrait avoir 40 ou 41 élus, qu'il

sera le seul à choisir à travers une liste qu'il adressera à M. Hollande.

Tout en récusant le concept de « majorité de la majorité », M. Hollande aura donc 108 ou 109 élus sur les 149 de la motion 1. A ce bloc majoritaire jospiniste s'ajoutent les 102 premiers fédéraux. Or, dans les fédérations, la motion 1 a recueilli plus de 50 % des voix dans quatre-vingt-trois départements et les amis de M. Fabius sont en perte de vitesse.

Pour composer son pôle jospiniste, M. Hollande a refusé ce que ministre propose son « petit paquet » d'élus. Il a écouté les suggestions de chacun et a présenté une première liste, le 20 novembre, à plusieurs membres du gouvernement parmi les six avec lesquels il dîne régulièrement depuis mai, – Daniel Vaillant, Elisabeth Guigou, Alain Richard, Michel Sapin, Pierre Moscovici, Jean Glavany. Martine Aubry était excusée mais avait donné son accord avec une méthode consistant à ne pas donner aux diverses familles du jospinisme « des pondérations nouvelles jamais mesurées ». La composition du bureau national, où M<sup>me</sup> Aubry fera son entrée avec quelques proches, sera discutée après le congrès.

Pour le secrétariat national, qui comprend vingt-cinq membres, M. Hollande a les mains libres. M<sup>me</sup> Aubry devrait y assurer la coordination du projet pour 2002. Le premier secrétaire souhaitait contrebalancer cette arrivée par celle de Dominique Strauss-Kahn, qui aurait hérité du secteur international en vue de prendre la présidence du Parti des socialistes européens. La mise en cause de l'ancien ministre dans l'affaire de la cassette Méry l'a exclu du jeu, même s'il restera membre du conseil national. Plusieurs nouveaux pourraient faire leur entrée comme Jean-Louis Bianco, Eric Besson, Anne Hidalgo, élue parisienne, et Marie Richard, élue de Seine-et-Marne. Catherine Trautmann devrait succéder à Bernard Poingnant à la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

M.N.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement rendu le 6 novembre 2000 par le Tribunal correctionnel de Paris (17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle - Chambre de la presse), M. Jean-Marie COLOMBANI, directeur de publication du journal LE MONDE, et M. Laurent MAUDUIT, journaliste, ont été condamnés à une peine d'amende et au paiement de dommages et intérêts à l'égard de M. DESSAIN-GELINET pour avoir commis, au préjudice de celui-ci, le délit de diffamation publique envers un particulier, en publiant, dans l'édition du 8 janvier 2000 du quotidien LE MONDE, un article intitulé "Une écurie de chevaux dans les fonds de pension" le mettant en cause. »